



Monsieur le Directeur,

Le Président de la République a annoncé mardi dernier la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai, alors que, dans notre administration, la campagne « impôt sur le revenu » devrait commencer lundi prochain.

Nous en sommes tous conscients, c'est évidemment un non-sens...Selon les propos du Président : «Nous devons (donc) poursuivre nos efforts et continuer d'appliquer les règles. Plus elles seront respectées, plus nous sauverons des vies. ...C'est pour cela que le confinement le plus strict doit encore se poursuivre jusqu'au 11 mai. C'est durant cette période le seul moyen d'agir efficacement».

Il a également été clair sur l'interdiction de réunir du monde sur des lieux confinés jusqu'à la mi-juillet. L'intersyndicale CGT-FO-Solidaires des finances publiques de Vaucluse n'est pas opposée au principe de l'organisation de la campagne d'impôt sur le revenu. Elle est consciente de l'importance d'assurer cette mission essentielle au financement des services publics dont le fonctionnement doit être assuré.

Cependant elle refuse que les agents soient inutilement exposés à des risques menaçant leur intégrité physique et celle de leurs familles.

C'est pourquoi l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires des finances publiques de Vaucluse demande le report de la campagne IR et l'abandon de son démarrage le 20 avril, tant que des solutions techniques (dotation en téléphones et ordinateurs portables notamment) permettant de multiplier le télétravail afin de traiter l'accueil à distance (mails, appels téléphoniques, etc) depuis le domicile n'ont pas été mises en place.

Il est impensable de répondre à l'exigence commune du Ministre et du Directeur Général de porter à 40 voire 50 % la présence des agents dans les services, il n'est pas question que ces derniers(re)deviennent des foyers de contamination. La technique doit être utilisée avant de sacrifier l'humain. Nous ne parlons pas ici de restructuration ou de déplacement d'agents, mais nous parlons de vies humaines et de danger vital ...

Le Ministre Darmanin, au motif que la campagne serait indispensable aujourd'hui et maintenant, ou que les moyens techniques et matériels ne seraient pas possibles pour en faire une partie chez soi, essaye de faire reprendre le travail à un maximum d'agents au détriment de leur santé. Alors que la France est entrée en stade 3 de l'épidémie depuis le 14 mars, le confinement déclaré le 17 mars et que le chiffre insoutenable de plus de 17 000 décès liés au Covid-19 a été dépassé, le Gouvernement, par la voix du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 9 avril, ne peut toujours ni garantir à chaque agent le bénéfice des moyens de protections adaptés et suffisants, ni s'engager dans le dépistage systématique des agents présents sur leur lieu de travail.

Au 15 avril, la DDFIP de Vaucluse ne compte pas d'agents malades. Est-il utile de prendre le risque de contaminer des collègues alors que nous pourrions adopter une attitude prudente destinée à tous nous protéger ? Nous vous rappelons qu'au plan national, il y a plus de 147 000 cas confirmés de CORONAVIRUS !

Repoussons la campagne IR 2020 !